


Corée

Corée : le système de retraite en 2012

En Corée, la mise en place du régime public de retraite est relativement récente. Il s'agit d'un régime lié à la rémunération qui applique une formule progressive dans la mesure où les prestations sont calculées sur la base du salaire individuel et du salaire moyen de l'ensemble des assurés.

Indicateurs essentiels

		Corée	OCDE
Salaire moyen	KRW (millions)	38.50	45.49
	USD	36 100	42 700
Dépenses publiques au titre des retraites	En % du PIB	2.1	7.8
Espérance de vie	À la naissance	81.3	79.9
	À 65 ans	19.5	19.1
Population de plus de 65 ans	En % de la population d'âge actif	17.9	25.5

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932909162>

Conditions d'ouverture des droits

Actuellement, la pension peut être versée à partir de 60 ans sous réserve que l'intéressé ait cotisé pendant au moins 10 ans. À partir de 55 ans, il est possible de faire valoir ses droits à une retraite anticipée réduite.

L'âge normal de la retraite est progressivement relevé et atteindra 65 ans en 2033. La modélisation suppose pour le long terme un âge de la retraite à 65 ans et une élévation de l'âge de la retraite anticipée (porté de 55 à 60 ans).

Calcul des prestations

Régime lié à la rémunération

En 2012, le taux de remplacement du salaire pour 40 ans de cotisations était de 48 % ; il a été abaissé de 0.5 point par an entre 2009 et 2012 et continuera d'être réduit jusqu'à atteindre 40 % en 2028. Le salaire de référence est le salaire individuel moyen perçu durant toute la carrière, revalorisé au taux de la progression des salaires, et le salaire moyen des personnes affiliées au régime général observé sur les trois années précédentes et revalorisé au taux de la hausse des prix (valeur A). Le salaire ouvrant droit à pension est plafonné à 3.89 millions KRW par mois, ce qui équivaut à 206 % de la valeur A en 2012. (Valeur A en 2012 = 1 891 771 KRW).

Le niveau maximum de la pension est de 100 % du salaire individuel. Après le départ en retraite, la prestation est indexée sur les prix. Les personnes de 60 ans et plus ne versent pas de cotisations et n'acquièrent plus de droits supplémentaires.

Pension de vieillesse de base

Environ 70 % des personnes âgées de 65 ans et plus peuvent percevoir la pension de vieillesse de base soumise à conditions de ressources. Cette prestation forfaitaire est égale à 5 % par an du salaire moyen, sur trois ans, des affiliés au régime général. La prestation est réduite progressivement en fonction du revenu et du patrimoine de l'intéressé. Pour les couples, le taux correspond pour chaque membre à 80 % du taux appliqué aux personnes seules.

Variantes de carrière

Retraite anticipée

On suppose que lorsque l'âge normal de la retraite sera porté de 60 à 65 ans, à partir de 2013, l'âge de départ en préretraite sera repoussé de 55 à 60 ans. À 60 ans, la pension de retraite anticipée représentera alors 70 % de la pension de vieillesse normale. La prestation est accrue de 6 % par an, de telle sorte qu'une personne partant en retraite à 64 ans a droit à 94 % de la pension de vieillesse à taux plein.

Retraite différée

Différer son départ en retraite permet d'acquérir des droits supplémentaires. La prestation est majorée de 7.2 % par an et le report maximum est cinq ans, jusqu'à 70 ans. Tout salarié âgé de moins de 65 ans peut reporter son départ à la retraite une fois.

Si des retraités âgés de 60 à 64 ans perçoivent une rémunération supérieure au salaire moyen de l'ensemble des assurés, la pension qui leur sera versée à 60 ans sera égale à 50 % de la pension de vieillesse à taux plein, après quoi elle augmentera de 10 % par an ; ce dispositif est connu sous le nom de « pension de vieillesse active ». C'est pourquoi, si un retraité âgé de 60 à 64 ans est toujours en activité, il peut opter soit pour la « retraite différée », soit pour la « pension de vieillesse active ».

Enfants

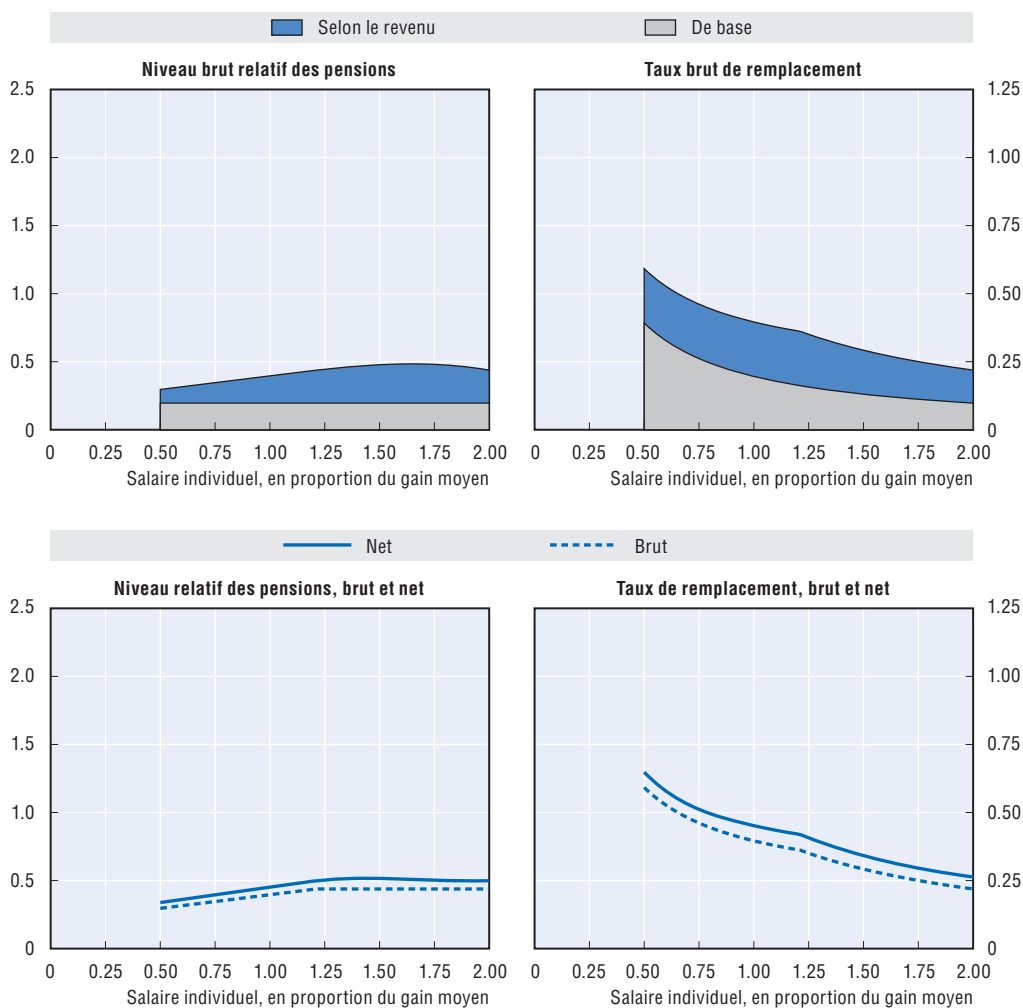
Les personnes qui ne travaillent pas afin d'élever leurs enfants peuvent demander à bénéficier d'une exonération de cotisations et être dispensées de verser des cotisations pendant cette période. Elles peuvent augmenter leur durée d'assurance en acquittant elles-mêmes les cotisations objet de l'exonération après avoir repris une activité rémunérée.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les assurés donnant naissance à un enfant (excepté pour le premier) se voient accorder des droits à pension à raison de 12 mois [par enfant] dans la limite de 50 mois selon le nombre d'enfants nés depuis cette date.

Chômage

Tout demandeur d'emploi peut demander à être exempté de cotisations tant qu'il n'a pas retrouvé d'emploi. Il peut augmenter sa durée d'assurance en versant lui-même les cotisations objets de l'exonération après avoir repris une activité rémunérée.

Résultats de la modélisation des retraites : Corée



Hommes Femmes (si différent)	Salarié à revenu médian	Salaire individuel, en multiple de la moyenne				
		0.5	0.75	1	1.5	2
Niveau relatif brut des pensions (en % du salaire moyen brut)	36.0	29.6	34.6	39.6	43.8	43.8
Niveau relatif net des pensions (en % du salaire moyen net)	41.1	33.9	39.5	45.2	49.9	49.9
Taux de remplacement brut (en % du salaire individuel brut)	43.9	59.2	46.1	39.6	29.2	21.9
Taux de remplacement net (en % du salaire individuel net)	49.1	64.8	51.2	45.2	34.2	26.3
Patrimoine retraite brut (en multiple du salaire individuel brut)	7.9	10.6	8.3	7.1	5.2	3.9
Patrimoine retraite net (en multiple du salaire individuel brut)	9.2	12.4	9.6	8.3	6.1	4.6
Patrimoine retraite net (en multiple du salaire individuel brut)	7.8	10.6	8.2	7.0	5.2	3.9
Patrimoine retraite net (en multiple du salaire individuel brut)	9.1	12.3	9.6	8.2	6.0	4.5

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932909181>